



Rapport RDS : revue de données secondaires

20 octobre 2016

Synthèse

La crise sociopolitique que connaît le pays depuis avril 2015 a exposé environ 1,1 millions de burundais, sur l'ensemble du pays, à des menaces physiques et psychologiques quel que soit leur âge, genre, ou groupe ethnique. OCHA estime le nombre d'enfants dans le besoin d'une aide humanitaire à approximativement 0,5 million (HNO février 2016). Selon UNICEF, les enfants, qui constituent la moitié de la population du Burundi, souffrent de manière disproportionnée (HAC 2016). A cette date, il y a à plus de 310.000 réfugiés dans les pays limitrophes enregistré avec UNHCR, un chiffre qui continue d'augmenter depuis le début de la crise en avril 2015 ; cependant du fait de la nature de cette crise, beaucoup de personnes déplacées ne s'enregistrent pas. A l'intérieur du pays, on compte plus de 110.000 PDI (OCHA octobre 2016).

La situation sécuritaire volatile limite-t-elle l'accès en toute sécurité aux services sociaux de base y compris l'éducation. De plus, les réductions budgétaires ont eu des conséquences sérieuses sur la capacité du gouvernement à financer et assurer de tels services, avec une réduction budgétaire dramatique de 27% pour le secteur éducatif (PNUD). Des sanctions des pays donateurs impactent sur l'économie à l'intérieur du pays, ce qui empêche les parents de subvenir aux besoins de leurs enfants. En illustrant le profil complexe de cette crise, des centaines de salles de classes sont endommagées ou détruites par les inondations et tempêtes annuelles.

Filles et garçons ont donc vu leur éducation perturbée. Le groupe de travail (GdT) sur l'éducation en situations d'urgence (ESU) estime à 212.500 le nombre de personnes en besoin d'une intervention ESU (HNO février 2016) ; le groupe a visé 213.000 de bénéficiaires à travers la construction, l'équipement, et la réhabilitation des salles de classe, la réinsertion et l'accompagnement des enfants à l'école, la prise en charge ainsi que le rétablissement et développement de leur bien-être psychosocial, et le renforcement des capacités de prévention (*preparedness & DRR*) en 2016 (HRP février 2016).

Résultats clés

La lecture des rapports existants sur la situation humanitaire au Burundi a permis de conclure que la plupart des problèmes en ESU relèvent de l'accès et l'environnement d'apprentissage. La majorité des besoins ressortis est liée à la protection des élèves, des enseignants, et d'autres personnels éducatifs. Ces contraintes liées à la crise ont déjà contribué aux abandons scolaires, et partant, de l'échec scolaire de nombreux enfants burundais.



Lacunes en information et recommandations

Dans une situation aussi sensible comme c'est le cas au Burundi, il y a une réelle difficulté à quantifier de manière précise toutes les problématiques identifiées.

Nous constatons un manque d'information sur les provinces en dehors de la capitale. La plupart des partenaires qui s'engagent dans l'ESU se trouvent à Bujumbura alors que 87,9% de la population burundaise est rural.

Les données désagrégées par sexe et par tranche d'âge sont aussi très rares. La prise en compte de ces éléments est très importante afin de voir si la crise sociopolitique a des effets différents sur des populations diverses.

Un autre problème est la remontée de l'information. Les annuaires statistiques avec les chiffres officiels du ministère de l'éducation sont disponibles seulement après la rentrée scolaire de l'année suivante, ce qui empêche un aperçu de la situation en temps réel. Les rapports consolidés aux niveaux des communes ne sont pas compilés même au niveau des provinces avant le début de l'année scolaire prochaine. Une analyse des données actuelles sur les effectifs d'élèves, les enseignants en poste, les taux d'abandon et d'absentéisme, par rapport aux données pré-crise, contribuera à une meilleure compréhension des impacts de la crise.

Les seules questions clés définies par le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) qui ressortent dans ce rapport RDS sont la protection et l'appui psychosocial. Les autres thèmes transversaux doivent être abordés dans des évaluations futures :

- Atténuation des conflits
- Réduction des risques de catastrophes
- Développement de la petite enfance
- Genre
- VIH et Sida
- Droits de l'homme
- Education inclusive
- Liens intersectoriels
- Jeunesse

En bref, la lacune d'information doit être comblée afin d'informer une réponse humanitaire progressivement plus équitable, inclusive, et holistique.



Méthodologie

Cette revue de données secondaires (RDS) a été réalisée par un membre de l'équipe de réponse rapide du Cluster Education Mondial entre septembre 2016 et octobre 2016 dans le but de fournir une analyse des informations disponibles sur la crise sociopolitique qui s'est éclatée au Burundi en avril 2015. Cette analyse n'est pas liée à une seule agence mais a été faite pour renforcer la coordination et la planification stratégique du GdT ESU. L'analyse a été faite en tenant compte des principes humanitaires, notamment l'humanité, la neutralité, l'impartialité, l'indépendance, et le principe de ne pas nuire. La fiabilité des données collectées n'est pas garantie et la sévérité des cas est subjective.

En gros, l'objectif de cette analyse est de montrer les tendances et les grandes lignes en tant que problèmes, besoins, et lacunes (liés à la crise humanitaire) auxquels le secteur éducation fait face en 2016, en encadrant les informations avec les domaines de l'INEE :

- Accès et environnement d'apprentissage,
- Enseignement et apprentissage,
- Enseignants et autres personnels de l'éducation,
- Politique éducative,

ainsi que les normes fondamentales : participation communautaire, coordination, et analyse.

Plus de 140 documents ont été consultés, de 42 sources différentes y compris le gouvernement burundais, l'ONU, les ONG internationales et nationales, médias, etc. La base de données est disponible ici : <https://goo.gl/f11MVA>.



Accès et environnement d'apprentissage

Vue d'ensemble

« L'école a connu quatre attaques à la grenade cette année scolaire, les enfants ont été blessés, il y a eu un mort. »

« Les élèves disent avoir peur depuis les évènements que des coups de feu et des explosions se produisent à tout moment ; ils disent ressentir de l'insécurité tout le temps, ne plus mener une vie normale, être préoccupés du sort de leur famille et voisins. ...Lorsqu'on leur demande quels impacts ont eu les évènements, beaucoup parlent de décès et de blessés, de peur de se déplacer, de destruction de biens et de pensées négatives, mais les réponses les plus récurrentes sont en rapport avec la fermeture des écoles, l'abandon des études et l'échec scolaire. »

Parmi les élèves de la première année jusqu'en sixième année, le taux brut de scolarisation (TBS) était de 136,9% avant la crise (année-scolaire 2013-2014), et de 129,8% pour l'année scolaire 2014-2015 ; selon les données de mars 2016, le TBS était passé à 103,7%, une chute de plus de 20% entre l'année scolaire 2014-2015 et 2015-2016—une chute de plus de 24% entre l'année scolaire qui précède la crise (2013-2014) et la plus récente (2015-2016). Cette chute n'est pas forcément liée à la crise sociopolitique ; une évaluation plus approfondie doit être menée afin de synthétiser les vraies conséquences de la crise sur le secteur éducatif.

Pourtant, l'accès aux écoles reste compromis pendant la crise pour plusieurs raisons. La fermeture des écoles à cause de l'insécurité, les déplacements de populations (élèves et enseignants) à cause de l'insécurité, et/ou des inondations, empêchent les élèves, et les enseignants, de se rendre à l'école. On note aussi une absence d'offres alternatives d'éducation et de cours de rattrapage pour les enfants touchés par la crise.

Selon l'OIM, dans l'enquête DTM du mois de septembre 2016, qui a recensée les 107 collines abritant plus de 200 personnes déplacées dans six provinces frontalières (Cibitoke, Makamba, Muyinga, Rumonge, Rutana, Ruyigi), même si 70% ont une école accessible aux enfants déplacés, pour 66% de ces collines, qui représentent près de 6.000 enfants en âge scolaire, l'école est soit plus de 20 minutes de marche, soit hors de la colline. En outre, la majorité des élèves ont du matériel scolaire dans seulement 12% des collines recensées. Dans 58% des collines recensées, qui représentent environ 5.000 enfants en âge scolaire, la majorité des enfants déplacés ne vont pas à l'école. De plus, les activités éducatives informelles à destination des enfants déplacés n'existent pas dans 94% des collines recensées, représentant à peu près 8.500 enfants.

Au niveau de Bujumbura Mairie, où l'absentéisme a beaucoup augmenté depuis le début de la crise selon les données empiriques, les autres blocages existent, tels que les problèmes de circulation qui empêchent la fréquentation (ex. checkpoints, manifestations ou émeutes des étudiants, ou dans les environs des écoles) et la peur des enfants et des familles d'être pris dans des feux croisés tout en allant à l'école. Une évaluation plus profonde permettra de voir si le taux d'abandon scolaire est lié aux déplacements des populations ou à l'insécurité dans toutes les provinces.



Par ailleurs, suite aux sanctions des pays donateurs, une crise économique imminente pourrait être examinée à travers les obstacles à l'accès à une éducation de qualité. Pendant la rentrée scolaire 2016-2017, différentes sources ont constaté une augmentation des prix des matériels scolaires ainsi que la non-disponibilité des matériels scolaires sur le marché public ; ceci combiné avec une augmentation des prix de transports et un manque d'alimentation scolaire, pèsent sur les familles (avec en moyenne six enfants) vivant déjà dans une extrême pauvreté : en 2014, le Burundi était 180 sur 187 dans l'indice de développement humain.

La norme sur la protection et bien-être — que les environnements d'apprentissage sont sans danger et sûrs et contribuent à la protection et au bien-être psychosocial des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation — n'est pas respectée à travers le pays pendant cette crise. Par conséquent, certains élèves, et mêmes certains enseignants, ont peur d'être à l'école, surtout à Bujumbura. Les attaques contre l'éducation, par exemple les grenades lancées aux écoles, les arrestations et détentions d'élèves, et du personnel éducatif, les blessures et mêmes les morts, ainsi que la présence des restes d'explosifs de guerre (REG), et les postes de polices au sein ou à côté des écoles, ont créé un environnement de peur et de traumatisme, principalement en Bujumbura Mairie. En octobre 2016, au début de l'année scolaire 2016-2017, un élève de l'école fondamentale a déjà été arrêté, dénoncé par ces enseignants ; il est accusé d'avoir gribouillé dans un manuel scolaire, étant chargé d'outrage au Chef de l'Etat, comme des centaines d'autres burundais qui ont souffert de l'exclusion de l'école à travers le pays (ONU 2016). Dans plusieurs provinces, on note une persécution des élèves par la communauté (y compris les autres élèves et les enseignants), ce qui pourrait amener les enfants à changer d'école ou à abandonner leurs études carrément (ACLED 2016, *Deutsche Welle* 2016). En outre, les personnes touchées par les événements déplorent un accès insuffisant à un soutien psychosocial ; les enseignants déclarent avoir constaté que les élèves jouent à des jeux plus violents dans les cours d'écoles depuis les événements, selon les focus groupes faits en Bujumbura Mairie (Baseline Ecoles comme Zones de Paix, juin 2016). Ils nous manquent des informations sur les élèves expulsés et si, après avoir été libérés, ils ont pu passer leurs examens et s'ils sont bien réintégrés dans le système éducatif.

De plus, au niveau des catastrophes naturelles, une épidémie de choléra a été déclarée le 3 août 2016. En 2015, 180 écoles ont été affectées par des inondations et tempêtes (HNO février 2016). Cependant, nous n'avons pas traité des données sur les infrastructures sanitaires dans les écoles dans les zones inondables pour analyser s'il existe un vrai besoin en termes de service. Toutefois, la saison de pluie vient de commencer ; on a déjà noté les salles de classe détruites à cause des tempêtes dans plusieurs régions. Les inondations et le choléra risquent de réfréner l'accès égal, sain, et sauf, à une éducation protectrice et de qualité.



Burundi : Groupe de Travail

Education en Situations d'Urgence

Résumé des problèmes/besoins/lacunes en 2016 par province et par thématique : accès et environnement d'apprentissage

Province	WASH	fréquentation/scolarisation/présents/inscrits	finances	infrastructure	Protection
Bubanza					<ul style="list-style-type: none"> -Cas de gribouillages -Enfant tué à l'école (grenade) -Elèves menacés par les groupes armés
Bujumbura Mairie	-Choléra	<ul style="list-style-type: none"> -Fermeture des écoles à cause de l'insécurité -L'abandon des études liés à l'insécurité -L'abandon des études liés aux déplacements des populations -Absentéisme a beaucoup augmenté -Peur des enfants qui restent à la maison avec ces proches -Problèmes de circulation empêche la fréquentation -Enfants changent d'école suite aux persécutions 	-L'abandon des études liés aux contraintes budgétaires	<ul style="list-style-type: none"> -Salles de classes surchargées à cause des populations déplacées -Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes -Protection physique manquant (porte d'entrée, clôture) 	<ul style="list-style-type: none"> -Les élèves et le personnel éducatif ont du mal à faire face aux traumatismes de la crise et n'ont pas accès à un appui psychosocial -Changement dans le comportement des élèves, ils deviennent plus violents dans certaines écoles -Checkpoints -Balles perdues -Personnes arrêtés en détention dans une école primaire -Occupation des écoles par des groupes armés lors des événements -Postes de police dans ou très proches des écoles -REG -Enfants blessés à cause des manifestations à côté des écoles -Attaques de grenade contre les écoles -Elèves suspendus de l'école à cause des gribouillages -Elèves arrêtés -Elève kidnappé et torturé
Bujumbura Rural	-Choléra			<ul style="list-style-type: none"> -2 sites des PDI (sinistrées) suites aux inondations -Salles de classes surchargées à cause des populations déplacées -Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes 	<ul style="list-style-type: none"> -Elèves arrêtés -Elèves suspendus de l'école à cause des gribouillages -Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages



Burundi : Groupe de Travail Education en Situations d'Urgence

Bururi				-Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	-Elèves expulsés de l'école à cause des gribouillages -Elèves arrêtés -Elève attaqué -Persécution des élèves par la communauté
Cankuzo				-Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	-Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages -Elève battu par la police à cause des gribouillages
Cibitoke				-Salles de classes surchargées à cause des populations déplacées -Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	-REG
Gitega		-Difficultés d'accès à l'éducation pour les personnes déplacées		-Salles de classes surchargées à cause des populations déplacées -Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	-Elève arrêté et mis en détention à cause des gribouillages
Karuzi		-Difficultés d'accès à l'éducation pour les personnes déplacées			-Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages -Elèves arrêtés
Kayanza					-Tentative d'incendie criminel d'une école -Elèves amenés au poste de police par le directeur d'école à cause des gribouillages -Elève battu par la police -Elève dénoncé par ces enseignants et arrêté pour des gribouillages
Kirundo					-Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages
Makamba	-Choléra	-Difficultés d'accès à l'éducation pour les personnes déplacées	-Difficultés d'acheter les matériels scolaires liés aux contraintes budgétaires	-Salles de classes surchargées à cause des populations déplacées -Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	-Groupes armés entourent un lycée -Elèves arrêtés et mis en détention -Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages -Elève arrêté, battu, et mis en détention à cause des gribouillages -Parents d'élève arrêté à cause des gribouillages



Burundi : Groupe de Travail Education en Situations d'Urgence

					<ul style="list-style-type: none">-Elèves demandés par groupes armés de rapporter sur leurs camarades de classes-Violation sexuel d'un élève par enseignant Imbonerakure
Muramvya		<ul style="list-style-type: none">-Difficultés d'accès à l'éducation pour les personnes déplacées-Enfants changent d'école suite aux persécutions			<ul style="list-style-type: none">-Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages-Groupes armés entourent une école secondaire-Elèves blessés par groupes armés autour de l'école-Persécution des élèves par la communauté (y compris le personnel éducatif)
Muyinga					<ul style="list-style-type: none">-Cas de gribouillages-Etudiant arrêté
Mwaro Ngozi					<ul style="list-style-type: none">-Elèves arrêtés
		<ul style="list-style-type: none">-Difficultés d'accès à l'éducation pour les personnes déplacées-25 enfants expulsés de Rwanda ont besoin de réintégration		<ul style="list-style-type: none">-Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	<ul style="list-style-type: none">-REG-Elève arrêté, battu, et tué
Rumonge	<ul style="list-style-type: none">-Choléra	<ul style="list-style-type: none">-La plupart des enfants déplacés à Gitaza fréquente l'école locale	<ul style="list-style-type: none">-L'abandon des études liés aux contraintes budgétaires	<ul style="list-style-type: none">-Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	<ul style="list-style-type: none">-Cadavre découvert à l'école-Elèves arrêtés et mis en détention-Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages, certains amenés au poste de police par le directeur d'école-Occupation d'une école par groupes armés
Rutana				<ul style="list-style-type: none">-Salles de classes surchargées à cause des populations déplacées-Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	<ul style="list-style-type: none">-Elèves arrêtés
Ruyigi				<ul style="list-style-type: none">-Salles de classes surchargées à cause des populations déplacées-Salles de classes endommagées ou détruite par les inondations ou tempêtes	<ul style="list-style-type: none">-Elèves arrêtés et mis en détention à cause des gribouillages-Elèves suspendus de l'école à cause des gribouillages



Enseignement et apprentissage

Vue d'ensemble

« Dans le focus group des enseignants... Ils constatent un changement dans le comportement des enfants qui sont devenus violents et agressifs ; ils se battent plus souvent et jouent à des jeux de guerre. Certains sont apeurés tout le temps et beaucoup manquent de concentration en classe ce qui a eu des conséquences sur le rendement scolaire mais aussi sur l'absentéisme qui a beaucoup augmenté. »

Les problèmes liés au domaine de l'enseignement et de l'apprentissage portent sur la formation et le développement des appuis professionnels aux enseignants, ainsi que les évaluations des résultats de l'apprentissage. Des centaines d'enfants n'ont pas pu faire leurs examens de fin de l'année, soit à cause de l'insécurité, soit à cause des expulsions liées aux accusations des gribouillages de la photo du Président de la République. Les élèves qui ne peuvent pas passer leurs examens à cause de la crise pourraient perdre leur éligibilité de rester dans le système scolaire. En outre, la détresse psychosociale observée au sein des élèves et des personnels éducatifs affaibli la capacité des enfants à apprendre et la capacité des enseignants à enseigner efficacement.

Résumé des problèmes/besoins/lacunes en 2016 par province et par thématique : enseignement et apprentissage

Province	sécurité alimentaire	examens	matériel scolaire	connaissances	appui psychosocial
Bujumbura Mairie	-Selon certains enseignants, la principale cause de la somnolence des enfants c'est la faim.	-Echec scolaire	-Prix des cahiers a augmenté -Prix des uniformes a augmenté -Moins de disponibilité des matériels scolaires cette année	-Pas de signalisation des REG connu -Manque de connaissance sur le comportement face aux REG -Manque de connaissance sur le comportement lorsqu'une attaque	-Elèves connaissent ou ont vu les gens blessés ou tués -Elèves ont peur des armes -Elèves ont peur pour eux et pour leurs proches -Elèves se sentent traumatisés (perception, pas diagnostic psychologique) -Elèves n'arrivent pas à se concentrer en classe : conséquences sur le rendement scolaire
Bujumbura Rural			-PDI sinistrées ont besoin de matériel scolaire		
Gitega			-Prix des cahiers a augmenté -Prix des uniformes a augmenté		



Enseignants et autres personnels de l'éducation

Vue d'ensemble

L'analyse des données secondaires montre des problèmes liés à la protection en ce qui concerne les enseignants. Il y a des rapports des personnes des services sécuritaires ou de renseignements qui viennent dans les écoles ou les maisons des enseignants pour les menacer (ACLED 2016). On constate aussi un certain nombre de personnel éducatif, c'est-à-dire les directeurs d'écoles ou les enseignants, qui ont été arrêtés, torturés, ou tués (HRW 2016). La peur des personnels éducatifs à se rendre au travail a des conséquences néfastes sur le système éducatif burundais. L'absence de plaidoyer ou d'engagement par certaines autorités éducatives, par rapport aux attaques contre l'éducation, notamment la détention et persécution des élèves, illustre la peur de défendre l'intérêt et le droit des enfants à l'éducation face aux dangers perçus.

Résumé des problèmes/besoins/lacunes en 2016 par province et par thématique : enseignants et autres personnels de l'éducation

Province	Protection
Bubanza	-Enseignant arrêté et battu par la police
Bujumbura Mairie	-Enseignant arrêté et battu par la police -Enseignants ne se sentent pas en sécurité à l'école
Bujumbura Rural	-Enseignant tué
Bururi	-Directeur d'école tué en rentrant d'une fête de l'école -Enseignant arrêté
Gitega	-Enseignant kidnappé et torturé -Enseignant arrêté
Makamba	-Directeurs d'écoles arrêtés
Mwaro	-Deux enseignants tués par étudiant armé -Enseignant arrêté
Rumonge	-Enseignant tué -Enseignants arrêtés
Ruyigi	-Enseignant arrêté et battu par la police -Rafle des maisons des enseignants



Politique éducative

Vue d'ensemble

La rentrée scolaire de 2016-2017 a été reportée environ trois semaines, sans explication pour le retard aux citoyens ; il n'est pas certain que les écoles publiques vont rattraper les jours manquants.

Avant la crise, une partie importante des enfants abandonnaient l'école en raison du coût d'opportunité que représente la scolarisation. Avec la dégradation de la situation économique, et les contraintes de financements au niveau ministériel, les allocations budgétaires du secteur entre 2015 et 2016 sont réduites par 29,8%. En 2016, 94% des allocations budgétaires sont destinées au fonctionnement de l'ensemble du système éducatif, contre 6% seulement pour les investissements. Ces mêmes allocations étaient respectivement de 68% et de 32% en 2015. Cette baisse (en volume et en pourcentage) des investissements est due à la réduction des aides extérieures. Entre 2015 et 2016, alors que le budget de fonctionnement a été réduit de 3% ; pourtant, celui des investissements a connu une forte baisse de plus de 600%. Cette situation est liée à la nature des dépenses de fonctionnement dont environ 80% est constituée de dépenses incompressibles, notamment les salaires. Au Burundi, les investissements au niveau du MEESRS inclus l'infrastructure scolaire (ex. construction de salles de classes), formation des personnels éducatifs, matériel didactique et scolaire, et cantines scolaires. Le manque de financement paralyse le système éducatif et l'effet malin sur les enfants en âge scolaire continuera en absence d'autres investissements.

L'affectation des enseignants, déjà un problème structurel au Burundi, paraît connaître plus de perturbation à cause de la crise sociopolitique. La politisation de l'affectation et redéploiement des enseignants ont été notés, et les conséquences, notamment la peur, le refus de changement de poste, la désertion et donc, manque d'enseignants dans certaines zones particulièrement insécurisées, pèsent sur la qualité des offres éducatives.

La réforme du système éducatif, déjà en cours avant la crise, est rendue plus instable.
